



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/53/9/Add.1  
16 novembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante-troisième session

**RAPPORT DU COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS  
DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES\***

Additif

**DEMANDE DE RETRAIT DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU  
PERSONNEL DES NATIONS UNIES PRÉSENTÉE PAR LA COMMISSION  
INTÉRIMAIRE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE  
(CIOIC/GATT)**

Introduction

1. Le 16 octobre 1998, le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Comité exécutif de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce (CIOIC/GATT) ont adopté la décision WT/L/282 sur les conditions d'emploi applicables au personnel du secrétariat de l'OMC. Dans cette décision, le Directeur général de l'OMC était autorisé "à informer la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies que la CIOIC souhaite demander la cessation d'affiliation à la Caisse au 31 décembre 1998, sous réserve que des modalités de transfert satisfaisantes aient été arrêtées avec la Caisse". Le texte intégral de cette décision est reproduit dans l'annexe au présent rapport.

2. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa présente session, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies avait indiqué que "si la CIOIC introduisait officiellement une demande de cessation d'affiliation, il faudrait prendre des dispositions afin qu'il soit procédé à une évaluation de la Caisse à la date prévue pour le retrait et afin que le Comité d'actuaire lui recommande, à une session extraordinaire, les décisions à prendre". En conséquence, le Comité d'actuaire s'est réuni les 9 et 10 novembre 1998 et le Comité mixte a tenu une session

---

\* Le présent document est une version préliminaire de l'additif au rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Le texte complet du rapport sera publié ultérieurement en tant que Supplément No 9A des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session (A/53/9/Add.1).

extraordinaire à l'OMC, à Genève, les 12 et 13 novembre 1998. Le présent additif contient les recommandations du Comité mixte de l'Assemblée générale concernant la demande de retrait de la CIOIC.

#### Dispositions régissant la cessation de l'affiliation

3. Les dispositions régissant la cessation de l'affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sont énoncées à l'article 16 des Statuts de la Caisse, dont le texte est reproduit ci-après :

"a) Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte, soit à la suite d'une demande de cessation d'affiliation présentée par l'organisation elle-même, soit en raison d'un manquement persistant de la part de l'organisation considérée à s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes des présents Statuts.

b) Si une organisation cesse d'être affiliée à la Caisse, une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse.

c) Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements."

4. L'historique de la rédaction de l'article 16 montrait clairement que le montant à restituer à l'organisation qui cessait d'être affiliée devait être déterminé par le Comité mixte; l'expression utilisée à l'article 16 b), à savoir "selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse", ne concernait que les modalités de transfert du montant à verser à l'organisation cessant d'être affiliée (en d'autres termes, précisions concernant le compte à créditer ou les avoirs particuliers à transférer et intérêts sur les paiements différés).

5. Lorsque s'est posée la question du retrait éventuel de la CIOIC, ces trois dernières années, le Comité mixte et son comité permanent avaient souligné la nécessité de maintenir la sécurité financière de tous les bénéficiaires actuels de la Caisse (y compris les personnes au bénéfice d'une pension différée qui n'était pas encore en cours de versement) et de protéger les droits accumulés des participants actifs, en particulier du fait que la méthode utilisée établirait un précédent pour toutes les demandes de cessation d'affiliation que les membres pourraient présenter ultérieurement.

6. En 1995 et en 1997, sur la demande de la CIOIC, des fourchettes indicatives lui ont été communiquées au sujet du montant, représentant sa part proportionnelle des avoirs de la Caisse, qui lui serait versé en cas de cessation de son affiliation. Les estimations établies en 1997 étaient fondées sur la méthode recommandée par le Comité d'actuaire.

## Méthode à suivre pour déterminer la part proportionnelle des avoirs

7. La méthode recommandée par le Comité d'actuaire et approuvée par le Comité mixte consiste à :

a) Déduire de la valeur de réalisation des avoirs de la Caisse à la date de la cessation de l'affiliation la valeur capitalisée de toutes les obligations correspondant aux prestations à servir aux retraités actuels, à leurs ayants droit et aux personnes au bénéfice d'une pension différée (ci-après dénommés les "bénéficiaires");

b) Répartir le montant restant par application du ratio des engagements à l'égard des participants actifs de l'organisation cessant d'être affiliés au total des engagements de la Caisse. Le Comité d'actuaire a recommandé de procéder à cette répartition sur la base des engagements à la date de la cessation de l'affiliation en application des Statuts de la Caisse, après inclusion d'une provision pour les ajustements en fonction du coût de la vie.

8. Lors des sessions extraordinaires du Comité d'actuaire et du Comité mixte, l'OMC a indiqué qu'elle acceptait l'utilisation de cette méthode.

9. Les éléments les plus importants de la méthode sont la valeur de réalisation des avoirs de la Caisse et le taux d'intérêt "réel" (c'est-à-dire le taux d'actualisation) à utiliser dans le calcul de la valeur capitalisée des engagements correspondant aux prestations à servir à tous les bénéficiaires, la valeur retenue dans les deux cas étant celle à la date de la cessation de l'affiliation. L'Actuaire-conseil de la Caisse et le Comité d'actuaire ont estimé que l'utilisation de l'hypothèse retenue concernant le taux de rendement réel pour les évaluations actuarielles de la Caisse ne serait pas appropriée car elle reflétait un taux moyen à long terme.

## Taux d'intérêt à utiliser dans les calculs

10. Dans une note adressée au Comité d'actuaire et au Comité mixte, l'Actuaire-conseil de la Caisse a souligné qu'une question cruciale à résoudre était celle du taux de rendement nominal et du taux d'inflation supposé (c'est-à-dire le "rendement réel") à retenir pour déterminer les engagements à l'égard des bénéficiaires, afin de constituer à leur intention des réserves suffisantes, déterminées avec prudence. Il faut que l'on soit bien sûr que ces réserves seront suffisantes pour couvrir toutes les prestations à verser, ainsi que les frais administratifs et autres.

11. D'une manière générale, les réserves devraient être calculées en fonction des rendements, à la date de l'opération, des placements à revenu fixe les plus sûrs (par exemple les obligations du Trésor à long terme), dont il faudrait déduire une marge appropriée pour couvrir les frais administratifs et autres; il faudrait aussi une marge appropriée pour les imprévus – par exemple l'évolution défavorable des taux de change, l'allongement de l'espérance de vie des bénéficiaires et, à moins que l'instrument de placement ne soit assorti d'un mécanisme de protection par rapport aux prévisions, un taux d'inflation plus élevé que prévu. Étant donné que les avoirs et les engagements de la Caisse sont exprimés en dollars des États-Unis, il convient d'établir les hypothèses par rapport au rendement des obligations d'État à long terme aux États-Unis.

12. Lors de précédents débats sur la question du taux d'intérêt à utiliser, il n'existait aux États-Unis que des obligations d'État non indexées. En 1997, le Trésor des États-Unis a commencé à émettre des titres indexés sur l'inflation. Bien qu'il s'agisse là d'une série relativement nouvelle d'instruments de placement et que les montants placés en obligations à long terme soient relativement limités, le rendement de ces obligations est un bon point de départ pour établir l'hypothèse prudente requise en ce qui concerne le rendement réel.

13. À l'heure actuelle, le rendement réel des obligations indexées sur l'inflation à 30 ans aux États-Unis est à l'échéance d'environ 3,6 % par an. Le taux en vigueur à la date de la cessation de l'affiliation devrait être ajusté pour tenir compte des marges visées au paragraphe 11, destinées à couvrir les frais administratifs et autres, y compris les frais de déplacement, et les imprévus liés à l'espérance de vie et aux taux de change.

14. Le Comité d'actuaire a approuvé l'utilisation de cette méthode pour fixer le taux d'intérêt net (taux d'actualisation) à appliquer pour déterminer les engagements à l'égard des bénéficiaires; le taux d'intérêt "brut" serait donc le taux de rendement en vigueur au 1er janvier 1999 des obligations sur 30 ans, indexées sur l'inflation, émises par le Trésor des États-Unis, et le taux d'intérêt "net" serait obtenu en appliquant deux facteurs de réduction au taux "brut" pour tenir compte des frais administratifs, y compris les frais de placement, d'une part, et des imprévus liés à l'espérance de vie et au taux de change, d'autre part.

15. S'agissant des frais administratifs, le Comité d'actuaire a estimé, comme l'Actuaire-conseil, que le facteur de réduction à appliquer devrait être de 0,13 % par an. Le Comité mixte a également approuvé ce pourcentage.

16. S'agissant des imprévus liés à l'espérance de vie et aux taux de change, on s'est accordé à reconnaître que le facteur de réduction devrait être déterminé de façon empirique. La table de mortalité actuellement utilisée pour les évaluations actuarielles de la Caisse comprend une faible provision pour l'allongement de l'espérance de vie. Les engagements correspondant aux pensions sont majorés du coût estimatif supposé du système d'ajustement des pensions dit "de la double filière". Le facteur de réduction appliqué au titre de ces deux éléments devrait servir à protéger la Caisse contre une évolution défavorable imprévue de la situation. L'Actuaire-conseil a recommandé un facteur de réduction de l'ordre de 0,5 à 1 % par an. Lorsqu'il a examiné la question, le Comité d'actuaire a noté que les taux de mortalité récemment enregistrés en ce qui concerne les retraités et leurs ayants droit avaient été voisins des hypothèses retenues dans la table de mortalité actuellement utilisée par la Caisse, que ces hypothèses envisageaient de légères diminutions des taux de mortalité à l'avenir et que les effets des taux de change sur le coût du système d'ajustement des pensions dit de la "double filière" avaient été pris en considération lors des évaluations et les engagements majorés en conséquence. Le Comité a par conséquent estimé qu'un facteur de réduction de 0,5 % par an serait approprié au titre des imprévus liés à l'espérance de vie et aux taux de change.

17. Lorsqu'il a examiné la question, le Comité mixte a noté que l'Actuaire-conseil et le Comité d'actuaire avaient l'un et l'autre précisé qu'ils avaient dû procéder de façon empirique pour établir la marge à retenir dans le cas d'une cessation d'affiliation. Conscient de ses responsabilités financières concernant la Caisse, le Comité mixte a décidé d'agir avec prudence

et de recommander à l'Assemblée générale que le facteur de réduction au titre des imprévus liés à l'espérance de vie et aux taux de change se situe au point médian de la fourchette proposée par l'Actuaire-conseil et non à la limite inférieure de cette fourchette, soit 0,75 % par an.

18. En conséquence, le Comité mixte a recommandé un facteur de réduction global de 0,88 % par an pour les deux éléments considérés.

Limitation du montant de la part proportionnelle en application de l'article 16 c) des Statuts de la Caisse

19. Aux termes de l'article 16 c) des Statuts, "Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements". Cette disposition a pour objet de faire en sorte qu'une organisation mettant fin à son affiliation à la Caisse n'obtienne pas une part de l'excédent éventuel; toutefois, il n'est pas précisé comment déterminer dans quelles mesures les avoirs dépassent les engagements dans le contexte de la cessation de l'affiliation.

20. L'Actuaire-conseil suggère d'interpréter le terme "engagements" dans le contexte de l'article 16 c) comme signifiant les engagements au titre des Statuts à la date de la cessation de l'affiliation, auxquels sont ajoutés les ajustements en fonction du coût de la vie, le Comité mixte ayant approuvé l'utilisation des engagements à la cessation de l'affiliation pour la détermination de la part proportionnelle revenant à la CIOIC. Dans la pratique, cela reviendrait à limiter le montant des avoirs transférés à l'OMC aux engagements de cette organisation à la cessation de l'affiliation qui, comme on l'a indiqué, incluraient les ajustements en fonction du coût de la vie.

21. Si les engagements à la cessation de l'affiliation à l'égard de tous les participants actifs, conformément aux Statuts et après ajustement en fonction du coût de la vie, sont supérieurs à la valeur des avoirs restants après déduction de la réserve constituée pour les bénéficiaires, la part proportionnelle attribuée à l'OMC devrait être inférieure aux engagements à la cessation de l'affiliation de cette organisation.

22. Si, en revanche, les engagements à la cessation de l'affiliation à l'égard de tous les participants actifs sont inférieurs aux avoirs restants à la Caisse après déduction de la réserve constituée pour les bénéficiaires, la part attribuée à l'OMC ne devrait pas dépasser ses engagements à la cessation de l'affiliation.

23. Le Comité d'actuaire a estimé lui aussi que les dispositions de l'article 16 c) permettaient de limiter le montant de la part proportionnelle en cas d'excédent des avoirs sur les engagements à la date de la cessation de l'affiliation; toutefois, il a estimé qu'en tel cas, le montant limite serait calculé en appliquant le taux d'intérêt "net" utilisé pour déterminer les engagements à l'égard des bénéficiaires, et non le taux de rendement réel de 3,5 % utilisé pour les évaluations ordinaires de la Caisse.

24. Le Comité mixte a décidé d'accepter la conclusion du Comité d'actuaire concernant le mode de calcul à utiliser pour limiter, le cas échéant, le montant de la part proportionnelle à verser en vertu de l'article 16 c) des Statuts de la Caisse.

#### Résumé des recommandations du Comité

25. En conséquence, le Comité recommande à l'Assemblée générale que la part proportionnelle à verser au régime des pensions proposé pour l'OMC, si l'affiliation de la CIOIC prenait fin le 31 décembre 1998, soit calculée comme suit :

a) Détermination du taux d'intérêt (d'actualisation) "net" à utiliser pour calculer les engagements à l'égard des bénéficiaires à la date de cessation de l'affiliation :

- i) Le taux réel "brut" serait le rendement à l'échéance des obligations d'État américaines à 30 ans indexées au titre de l'inflation, dont la liste serait donnée dans le premier numéro du Wall Street Journal à paraître après la date de la cessation de l'affiliation, arrondi à la deuxième décimale (le taux actuel est d'environ 3,6 % par an);
- ii) Le rendement déterminé conformément au sous-alinéa i) ci-dessus serait réduit de 0,88 % par an pour tenir compte des frais administratifs et des frais de placement (0,13 %) et des risques liés à l'espérance de vie et à l'évolution des taux de change (0,75 %);
- iii) S'agissant des pensions différées pour les personnes de moins de 55 ans, le rendement nominal à l'échéance des obligations d'État américaines à 30 ans non indexées au titre de l'inflation, diminué de 0,88 % par an, serait utilisé pour les projections jusqu'à l'âge de 55 ans;

b) Le montant à répartir par application du rapport entre les engagements à l'égard des participants actifs de l'organisation mettant fin à son affiliation et le total des engagements de la Caisse sera calculé sur la base de la valeur de réalisation des avoirs de la Caisse au 31 décembre 1998, déduction faite des engagements à l'égard des retraités calculés comme indiqué ci-dessus à l'alinéa a);

c) Si la part proportionnelle calculée pour la CIOIC comme indiqué ci-dessus à l'alinéa b) est supérieure au montant limite prévu à l'article 16 c) des Statuts de la Caisse, ce montant serait payable (voir par. 23 et 24).

#### Autres aspects techniques du processus de détermination de la part proportionnelle

26. Les divers aspects techniques du processus de détermination de la part proportionnelle ont fait l'objet de débats auxquels ont participé l'Actuaire-conseil de la Caisse, le Rapporteur du Comité d'actuaire, l'Actuaire-conseil de l'OMC et le Secrétaire du Comité. Il a été décidé :

a) Que les calculs seraient fondés sur une évaluation des engagements à la cessation de l'affiliation reposant sur les données actualisées que fournirait le secrétariat de la Caisse. Cela serait préférable aux techniques de projection actuarielle et simplifierait l'examen des calculs;

b) Que le taux d'intérêt appliqué aux versements effectués au régime des pensions de l'OMC par la Caisse et vice versa après le 1er janvier 1999 serait le taux servi sur les bons du Trésor américains à trois mois;

c) Qu'une estimation préliminaire du rapport applicable (c'est-à-dire le rapport entre les engagements de la CIOIC/GATT à la cessation de l'affiliation et le total des engagements à l'égard de tous les participants actifs de la Caisse) serait établie en décembre 1998 à partir des données rassemblées jusqu'au 31 décembre 1997 et serait communiquée à la CIOIC. Cette estimation serait utilisée en janvier 1999, lorsqu'on aurait des renseignements préliminaires sur la valeur des avoirs, pour établir une estimation du montant à verser au régime des pensions proposé pour l'OMC;

d) Que la détermination finale de la part proportionnelle totale due au régime des pensions proposé pour l'OMC interviendrait en avril-mai 1999, sur la base des données définitives au 31 décembre 1998 figurant dans les comptes de fin d'exercice de la Caisse.

27. Le Comité mixte a approuvé ces modalités. Il a été noté qu'il n'y avait pas de frais de transaction prévus en l'espèce mais que, le cas échéant, ils seraient à la charge de l'organisation cessant d'être affiliée.

Illustration de l'incidence du taux d'intérêt "net" et de la valeur de réalisation des avoirs sur le calcul de la part proportionnelle

28. L'Actuaire-conseil a préparé un tableau (voir par. 29 ci-dessous) indiquant les montants estimatifs qui seraient payables au régime des pensions proposé pour l'OMC en retenant diverses hypothèses pour a) le taux d'intérêt "net" utilisé pour calculer les engagements à l'égard des bénéficiaires, et b) la valeur de réalisation des avoirs, l'un et l'autre calculés au 31 décembre 1998. Il convient de souligner que, dans ce tableau, l'Actuaire-conseil n'a pas cherché à recalculer les engagements au 31 décembre 1997, mais qu'il a simplement établi une projection de ces engagements au 31 décembre 1998 avec un ajustement de 5 %. Les résultats ont pour seul objet d'illustrer l'effet des diverses hypothèses retenues quant au taux d'intérêt "net" et quant à la valeur de réalisation des avoirs.

29. Il est important aussi de noter qu'en raison des variations des taux de change et des mouvements de personnel, le ratio "final" qui servira à répartir les avoirs, une fois constituée la réserve correspondant aux engagements envers les bénéficiaires, sera peut-être très différent du coefficient de 1,3399 % calculé en 1997. En outre, il n'a pas été tenu compte dans le tableau de la limite qui pourrait être appliquée au titre de l'article 16 c), ni du nombre de participants de la CIOIC qui ont choisi ou choisiront de recevoir une pension de la Caisse d'ici au 31 décembre 1998 au lieu de transférer leurs droits à pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au régime des pensions proposé pour l'OMC.

Illustration de l'incidence du taux d'intérêt "net" utilisé pour  
déterminer les engagements à l'égard des bénéficiaires et de la  
valeur de réalisation des avoirs sur le montant "hypothétique"  
payable au régime des pensions proposé pour l'OMC

| Valeur de réalisation des<br>avoirs de la Caisse (en<br>milliards de dollars É.-U.) | Taux de rendement réel supposé<br>(en millions de dollars É.-U.) |       |       |
|---|--|-------|-------|
|   | 2,0 %  | 2,5 % | 3,0 % |
| 18  | 71   | 80    | 88    |
| 19  | 84   | 94    | 102   |
| 20  | 98   | 107   | 115   |
| 21  | 111  | 121   | 129   |

### Conclusion

30. Le Comité mixte a procédé à un examen approfondi des incidences politiques, juridiques, financières et administratives de la décision à prendre au sujet de la demande de cessation d'affiliation à la Caisse présentée par la CIOIC, compte tenu des conditions dont était assortie la demande et considérant qu'il ne peut être mis fin à l'affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies que par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Aucune disposition de l'article 16 des Statuts de la Caisse ne prévoit la soumission d'une demande conditionnelle de cessation d'affiliation à la Caisse.

31. Considérant le caractère particulier de la demande de cessation d'affiliation de la CIOIC à la Caisse, le Comité mixte juge nécessaire de recommander l'inclusion d'une clause d'exonération de responsabilité couvrant toutes réclamations éventuelles de participants, retraités ou bénéficiaires de la CIOIC mettant en cause la Caisse des pensions.

32. Compte tenu de ce qui précède, le Comité mixte a décidé de recommander la cessation d'affiliation de la CIOIC à la Caisse et soumet à l'Assemblée générale, pour qu'elle l'examine, le projet de résolution ci-après :

#### "L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies lui a soumis, ainsi qu'aux organisations affiliées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, sur les travaux de sa quarante-neuvième session (extraordinaire) consacrée à la décision adoptée le 16 octobre 1998 par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce et le Comité exécutif de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce à l'effet d'autoriser le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce à informer la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies que la Commission intérimaire souhaite demander la cessation de son affiliation à la Caisse avec effet au 31 décembre 1998, sous réserve que des modalités de transfert satisfaisantes aient été arrêtées avec la Caisse,



1. Note avec préoccupation, considérant qu'elle a pour mission de préserver le régime commun des traitements et indemnités des Nations Unies, que la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce souhaite demander la cessation de son affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies avec effet au 31 décembre 1998;

2. Constate que les données requises, conformément à l'article 16 des Statuts de la Caisse, pour déterminer la part proportionnelle du total des avoirs de la Caisse payable à l'Organisation mondiale du commerce à la date de la cessation de l'affiliation, notamment les évaluations actuarielles requises en l'espèce, ne pourront pas être obtenues d'ici la date prévue pour la cessation de l'affiliation;

3. Note aussi que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel a recommandé qu'il soit mis fin à l'affiliation de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce à la Caisse avec effet au 31 décembre 1998, étant entendu que serait appliquée la méthode qu'il a approuvée et que la Commission intérimaire a acceptée;

4. Décide de mettre fin à l'affiliation de la Commission intérimaire à la Caisse à compter du 31 décembre 1998 moyennant une notification écrite inconditionnelle du Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce à cet effet, qui devrait parvenir au Secrétaire du Comité mixte le 15 janvier 1999 au plus tard;

5. Décide également que la cessation de l'affiliation de la Commission intérimaire à la Caisse est subordonnée à un engagement écrit de l'Organisation mondiale du commerce, qui devrait parvenir au Secrétaire du Comité mixte d'ici au 31 décembre 1998, par lequel l'Organisation mondiale du commerce s'engagera à mettre la Caisse hors de cause en cas de réclamation découlant directement ou indirectement de la cessation de l'affiliation de la Commission intérimaire à la Caisse;

6. Décide en outre que la part proportionnelle des avoirs de la Caisse payable à l'Organisation mondiale du commerce à la cessation de l'affiliation de la Commission intérimaire sera déterminée et versée conformément aux modalités prévues aux paragraphes 25 et 26 du rapport du Comité mixte et qu'elle représentera le règlement complet et définitif du montant dû à l'Organisation mondiale du commerce du fait de la cessation de l'affiliation de la Commission intérimaire à la Caisse."

#### Notes

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 9 (A/53/9), par. 354.

Annexe

DÉCISION WT/L/282 ADOPTÉE PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'OMC  
ET LE COMITÉ EXÉCUTIF DE LA CIOIC LE 16 OCTOBRE 1998

Conditions d'emploi applicables au personnel  
du secrétariat de l'OMC

Le Conseil général de l'OMC et le Comité exécutif de la CIOIC,

Rappelant la décision qu'ils ont adoptée le 24 avril 1998 (WT/L/269) et, en particulier,

Notant qu'un secrétariat de l'OMC sera établi conformément à l'article VI de l'Accord instituant l'OMC,

Considérant la Décision ministérielle de Marrakech sur les conséquences organisationnelles et financières découlant de la mise en oeuvre de l'Accord instituant l'OMC,

Rappelant que l'OMC est une organisation sui generis instituée en dehors du système des Nations Unies,

Rappelant aussi la décision du 7 février 1997 par laquelle le Conseil général de l'OMC a établi le Groupe de travail des conditions d'emploi applicables au personnel du secrétariat de l'OMC et a défini le mandat de ce groupe (WT/GC/M/18),

Prennent note du rapport du Président du Groupe de travail et de la proposition détaillée présentée par le Groupe de travail au sujet d'un système de rémunération et d'administration du personnel de l'OMC indépendant, y compris les principes en matière de rémunération, les explications et justifications concernant chaque nouvel élément du système et les procédures par lesquelles les membres de l'OMC contrôleront ce système;

Prennent note également de la certification fournie par le groupe d'acteurs indépendants établissant que le système n'aura aucune incidence sur les dépenses de personnel et que le régime des pensions proposé sera viable, conformément au cadre de référence spécifié dans l'annexe de la décision du 24 avril 1998;

Prennent note en outre que, suivant le montant des avoirs qui sera restitué par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, il pourra être nécessaire d'apporter au système un ou plusieurs des ajustements spécifiés à l'annexe 1 de la présente décision afin d'assurer la neutralité du point de vue des coûts pendant la période 1999-2005, sans préjudice de la viabilité à long terme du régime des pensions proposé;

Décident d'approuver les principes en matière de rémunération et d'adopter le Statut et le Règlement du personnel ainsi que les Statuts afférents au régime des pensions de l'OMC et le Règlement administratif de ce régime figurant à l'annexe 2<sup>a</sup> de la présente décision, sous réserve des ajustements spécifiés à

---

<sup>a</sup> Non reproduite ci-après.

l'annexe 1 qui pourraient être nécessaires pour assurer la neutralité du point de vue des coûts pendant la période 1999-2005;

Décident aussi d'autoriser le Directeur général à informer la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies que la CIOIC souhaite demander la cessation d'affiliation à la Caisse au 31 décembre 1998, sous réserve que des modalités de transfert satisfaisantes aient été arrêtées avec la Caisse;

Décident en outre que, là encore sous réserve que des modalités de transfert satisfaisantes aient été arrêtées avec la Caisse et que le personnel ait accepté le système proposé, le secrétariat de l'OMC sera établi le 1er janvier 1999;

Donnent pour instructions au secrétariat de permettre au Conseil général de revoir la présente décision si nécessaire, à la lumière de tout fait nouveau important qui pourrait intervenir en rapport avec le passage au nouveau système de rémunération et d'administration du personnel, y compris un transfert d'un montant inférieur au seuil nécessaire pour assurer la neutralité des coûts indiqué à l'annexe 1; et

Donnent pour instructions au secrétariat, si une nouvelle décision du Conseil général n'est pas nécessaire, d'informer le Conseil général du montant transféré par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de tout ajustement apporté conformément à l'annexe 1 de la présente décision.

## Appendice

### ANNEXE 1 À LA DÉCISION WT/L/282

#### Ajustements à apporter au régime des pensions proposé pour assurer la neutralité du point de vue des coûts compte tenu du montant effectif du transfert de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Le tableau ci-après indique les ajustements spécifiques à apporter aux prestations pour assurer la neutralité du point de vue des coûts, c'est-à-dire le maintien d'un taux de cotisation de 22,5 %, suivant le montant qui sera restitué par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Il prévoit le cas où le montant restitué serait inférieur au montant de 173 millions de francs suisses figurant dans la certification actuarielle.

| Hypothèses concernant le montant du transfert à des fins de comparaison des coûts | Cotisation requise (pourcentage) | Ajustement des prestations   |
|---|----------------------------------|--|
| 158 millions de francs suisses ou plus  | 22,5                             | Néant  |
| 149 millions de francs suisses ou plus  | 22,5                             | Coefficient de conversion en chiffres bruts de 65 % (au lieu de 70 %)                      |
|   |                                  | (art. 20 des Statuts afférents au régime)  |
| 137 millions de francs suisses ou plus  | 22,5                             | Comme ci-dessus, plus pension de réversion du conjoint survivant de 50 % (au lieu de 60 %) |
|   |                                  | (art. 30 des Statuts afférents au régime)  |

-----